

Motion du conseil municipal de Strasbourg contre la présence de l'Arcadia sur le territoire de la Ville

L'ouverture à Lyon au printemps dernier d'un « squat identitaire » initié par des mouvements proches de l'extrême droite radicale a été suivie de nombreux actes de violence, qui ont amené les pouvoirs publics à décider de mesures draconiennes, dont une mesure d'expulsion suivie d'une interdiction de manifester, tant les provocations et les tensions ont été vives.

Un autre « bastion social » a été créé à Strasbourg en décembre dernier, et depuis, de nombreux désordres sont apparus, créant une ambiance anxiogène dans le quartier concerné. Plusieurs membres du « bastion social » ont d'ailleurs été condamnés pour violence à Strasbourg depuis le mois de décembre, et d'autres font l'objet de procédures judiciaires.

De nombreux Strasbourgeoises et Strasbourgeois, des membres d'associations, mais aussi des riverains, des parents d'élèves des écoles proches, se sont exprimés contre la présence de cet établissement.

Les objectifs affichés par le bastion social reposent sur la discrimination et le rejet de l'autre. Ce sont des positions parfaitement contraires à celles de notre ville, capitale démocratique de l'Europe, et ville symbole des Droits de l'Homme.

Ainsi, tant au titre de la sécurité publique que pour la préservation des valeurs républicaines, afin que le quartier comme la ville retrouvent leur sérénité, le conseil municipal demande unanimement au Préfet la fermeture d'« Arcadia », et au gouvernement que le mouvement bastion social soit dissout.